



**Décision de l'Autorité de sûreté nucléaire n° 2009-DC-0161 du 19 octobre 2009
portant prescriptions au Commissariat à l'énergie atomique pour l'installation nucléaire de
base n°32 dénommée Atelier de technologie du plutonium (ATPu) située sur le territoire de la
commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône)**

Le Collège de l'Autorité de sûreté nucléaire,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment ses articles 28 et 29 ;
- Vu** le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment son article 18 ;
- Vu** la lettre du 27 mai 1964 du Commissariat à l'énergie atomique portant déclaration de l'atelier de technologie du plutonium (ATPu) ;
- Vu** le décret n° 2009-263 du 6 mars 2009 autorisant le Commissariat à l'énergie atomique à procéder aux opérations de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'installation nucléaire de base n° 32 dénommée Atelier de technologie du plutonium et située sur le territoire de la commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône) ;
- Vu** la déclaration d'événement significatif du Commissariat à l'énergie atomique référencée CEA/DEN/CAD/DIR/CSN/640 du 6 octobre 2009 ;
- Vu** la note technique d'AREVA 660-SSN/NT 2009-056 indice 0 du 9 octobre 2009 ;
- Vu** la lettre du Commissariat à l'énergie atomique référencée CEA/DEN/CAD/DIRA/DO42 du 13 octobre 2009 ;
- Vu** la décision n°2009-DC-160 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 14 octobre 2009 suspendant partiellement le fonctionnement de l'installation nucléaire de base n° 32 ;
- Vu** la consultation du Commissariat à l'énergie atomique sur le projet de décision par courrier du 15 octobre 2009 et sa réponse du 16 octobre 2009 ;

Décide :

Article 1^{er}

La reprise des opérations sur les postes de l'installation nucléaire de base n° 32 dans lesquels sont manipulées des matières fissiles est soumise à l'accord préalable de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Article 2

En vue de l'obtention de l'accord mentionné à l'article précédent, l'exploitant remet un dossier à l'Autorité de sûreté nucléaire qui comprend :

- pour les postes pour lesquels la nouvelle estimation de matières fissiles en rétention reste inférieure à 200g compte tenu des incertitudes existantes, la justification du caractère enveloppe de la nouvelle estimation ;
- pour les autres postes :
 - pour les postes pour lesquels la nouvelle estimation de matières fissiles en rétention a été consolidée par des méthodes limitant les incertitudes, les éléments permettant d'étayer la nouvelle estimation et les nouvelles dispositions que l'exploitant se propose de retenir pour récupérer les matières fissiles en rétention en garantissant la protection des intérêts mentionnés au I de l'article 28 de la loi du 13 juin 2006 susvisée ;
 - pour les postes pour lesquels la nouvelle estimation de matières fissiles en rétention n'est pas consolidée, les éléments permettant de qualifier l'état initial des rétentions dans les postes de manière suffisamment conservatrice et les nouvelles dispositions que l'exploitant se propose de retenir pour récupérer les matières fissiles en rétention en garantissant la protection des intérêts mentionnés au I de l'article 28 de la loi du 13 juin 2006 susvisée.

Article 3

L'ASN peut délivrer l'accord mentionné à l'article 1^{er} sur tout ou partie des postes dans lesquels sont manipulées des matières fissiles au vu des éléments transmis par l'exploitant en application de l'article 2.

Article 4

Après la reprise des opérations, l'exploitant informe sans délai l'Autorité de sûreté nucléaire de tout écart significatif par rapport aux nouvelles évaluations de masses en rétention qui pourrait être découvert lors des opérations de démantèlement, en indiquant les dispositions complémentaires qu'il se propose de retenir.

Article 5

La présente décision est publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Article 6

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Paris, le 19 octobre 2009.

Le Collège de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Signé par :

Jean-Rémi GOUZE

Marc SANSON

Michel BOURGUIGNON

Marie-Pierre COMETS